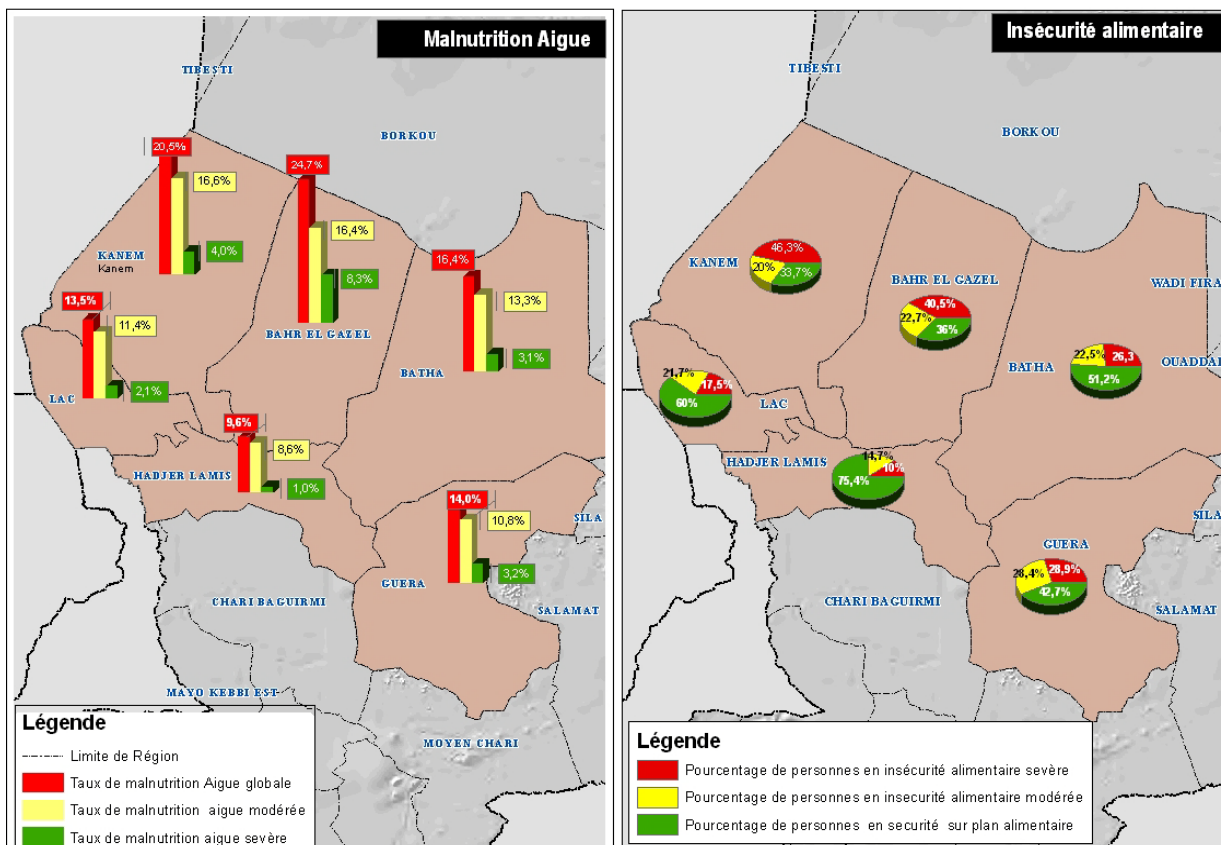




**Constats clés:**

- Les taux de malnutrition restent élevés;
- La persistance de poches de vulnérabilité alimentaire malgré la bonne récolte nationale de 2010;
- La réinsertion des tchadiens retournés de la Libye est un défi.



**I. Contexte**

L'ouest du Tchad est composé de six régions: Kanem, Lac, Guera, Batha, Bahr EL Ghazal et Hajer Lamis. Ces régions de la bande sahélienne<sup>1</sup> ont été victimes d'une sécheresse en 2009 qui avait entraîné une crise alimentaire en 2010. La zone fait également face, depuis plusieurs années, à une crise nutritionnelle chronique qui a été exacerbée par la sécheresse de 2009.

La campagne agricole 2010-2011 a bénéficié d'une bonne pluviométrie qui a permis une augmentation notable de la production comparée à celle de 2008-2009 et à la moyenne quinquennale<sup>2</sup>. Toutefois dans le Sahel Ouest, les performances agricoles sont restées faibles et un grand nombre de ménages demeure vulnérable sur le plan alimentaire. Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM), plus de 1,2 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans les six régions.

<sup>1</sup> La bande sahélienne s'étend de l'ouest à l'est du Tchad et est composée de neuf régions: Lac, Hadjer Lamis, Kanem, Barh El Ghazhal, Guera, Batha, Wadi Fira, Ouaddai, Sila).

<sup>2</sup> Selon Fewsnet, une production céréalière 2010/11 d'environ 85% au dessus de la moyenne quinquennale 2005/2006 – 2009/2010 a été enregistrée dans le pays.

Concernant la malnutrition, les régions de la bande sahéenne continuent de connaître des taux de malnutrition aigue globale (MAG) supérieurs au seuil d'urgence fixé à 15% par l'OMS. Les taux les plus élevés entre février et mars (saison de post-récolte) ont été enregistrés dans les régions du Bar El Ghazal (taux de MAG de 24,7%) et dans le Kanem (taux de MAG de 20,5%)<sup>3</sup>.

Le nombre de retournés tchadiens de la Libye enregistrés, depuis le début de la crise en mars, est estimé à plus de 75 000 personnes selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). En raison de la proximité avec la Libye, de nombreux ressortissants de l'ouest du Tchad avaient émigré vers le pays voisin. Le nombre total des retournés à l'ouest n'est pas disponible mais il y aurait plus de 10 000 personnes retournées dans la région du Kanem, 5 000 dans la région du Lac, 3 000 dans la région du Batha et 1 500 dans la région du Bahr El Ghazal.

## II. Les taux de malnutrition restent élevés

Suite aux enquêtes nutritionnelles menées<sup>4</sup> en saison de post-récolte<sup>5</sup> -février et mars 2011- la situation était la suivante :

Région	Malnutrition aigue globale	Malnutrition aigue modérée	Malnutrition aigue sévère
Lac	13,5%	11,4%	2,1%
Kanem	<b>20,5%</b>	<b>16,6%</b>	<b>4,0%</b>
Bahr el Ghazal	<b>24,7%</b>	<b>16,4%</b>	<b>8,3%</b>
Hadjer Lamis	9,6%	8,6%	1,0%
Batha	<b>16,4%</b>	<b>13,3%</b>	<b>3,1%</b>
Guera	14,0%	10,8%	3,2%

Une tendance à l'augmentation du nombre des admissions est observée dans la plupart des centres nutritionnels en ce moment. Ceci serait lié à l'insécurité alimentaire en période de soudure et à la mise en application des critères du nouveau protocole (standard de croissance OMS 2006).

Les causes directes de la malnutrition dans ces régions incluent l'insécurité alimentaire, la faiblesse du système sanitaire, les épidémies, certaines pratiques inadéquates en matière d'alimentation du nourrisson et du

jeune enfant comme le sevrage précoce ainsi que l'insuffisance de l'alimentation de complément.

En 2010, 60 000 enfants malnutris sévères ont été pris en charge dans la bande sahéenne sur un nombre total de 100 000 enfants affectés (estimations de l'UNICEF).

Environ 11 800 enfants malnutris ont été traités dans presque 200 centres nutritionnels durant les quatre premiers mois de 2011. Ceci représente une hausse de 60% par rapport au nombre d'enfants traités à la même période en 2010.

En 2011, les humanitaires ciblent 120 000 enfants et 150 000 femmes enceintes ou allaitantes, dans le pays, à travers l'appel de fonds consolidé (CAP) pour le Tchad. Les actions planifiées dans cet appel sont, entre autres, la prise en charge des cas de malnutrition, l'éducation sur les pratiques familiales essentielles, la prévention des carences en micronutriments.

La prise en charge des enfants reste limitée en raison des difficultés d'accès aux soins liées à l'éloignement de certains centres nutritionnels, la méconnaissance des causes et des symptômes de la malnutrition, le recours tardif aux soins thérapeutiques, la faible couverture géographique de la zone par les acteurs humanitaires et la faiblesse du système de dépistage et de référencement des cas.

<sup>3</sup> Enquêtes nutritionnelles SMART UNICEF/Ministère de la Santé Publique et l'ONG Action Contre la Faim, Février- Mars 2011.

<sup>4</sup> Les enquêtes ci-dessus ont été réalisées par UNICEF et le centre National de Nutrition et de Technologie Alimentaire (CNNTA) sauf celle du Bahr el Ghazal, conduite par l'ONG ACF.

<sup>5</sup> L'UNICEF planifie de mener une enquête en juin-juillet 2011 dans la bande sahéenne.

Peu d'organisations sont opérationnelles dans le secteur de la nutrition dans l'ouest de la bande sahélienne. L'UNICEF, le PAM, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et les ONG travaillent en soutien aux autorités sanitaires et aux centres de santé publique, dans une optique d'intégration et de durabilité des interventions nutritionnelles.

### III. Persistance de l'insécurité alimentaire

Dans les six régions prises en compte dans ce rapport, 700 200 personnes (soit 29,5%) se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère contre 583 600 (soit 21,7%) en situation d'insécurité alimentaire modérée. La population des ménages en sécurité alimentaire est estimée à 1 415 000 personnes (48,8%).

Tableau sur la sécurité alimentaire à l'ouest<sup>6</sup>.

Région	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	Sécurité alimentaire	Total
Bahr El Ghazal	104 300 (40,5%)	58 400 (22,7%)	95 000 (36%)	257 700
Kanem	163 900 (46,3%)	70 800 (20%)	119 300 (33,7%)	354 000
Batha	138 300 (26,3)	117 500 (22,5%)	269 100 (51,2%)	524 900
Guéra	159 500 (28,9)	157 100 (28,4%)	235 700 (42,7%)	552 300
Lac	78 600 (17,5%)	97 500 (21,7%)	275 000 (60%)	451 300
Hajer Lamis	55 600 (10%)	82 100 (14,7%)	421 500 (75,4%)	559 200
<b>Total</b>	<b>700 200 (29,5%)</b>	<b>583 600 (21,7%)</b>	<b>1 415 000 (48,8%)</b>	<b>2 699 400</b>

Dans la bande sahélienne du Tchad, le PAM fournit une aide alimentaire d'urgence à environ 737 000 personnes vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est détériorée en raison de la sécheresse et des mauvaises récoltes de la saison agricole 2009-2010.

Le programme de distribution de "rations de couverture" du PAM cible 300 000 enfants de moins de deux ans enfants et femmes allaitantes dans huit régions de la bande sahélienne. Des retournés de la Libye ont déjà bénéficié de ce programme. Les rations de couverture sont composées de céréales à haute valeur énergétique (CSB), de l'huile et du sucre couvrant les besoins nutritionnels pour les quatre mois de la période de soudure (de juin à septembre). Les familles bénéficiaires reçoivent également, une ration pour cinq personnes de 1100 Kcal. L'attribution des rations dépend du niveau d'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans ces régions -allant de deux semaines dans la région du Lac à six semaines dans le Kanem et le Bahr El Ghazal-. La distribution des rations de couverture a déjà atteint plus de 80% des personnes ciblées tandis que le pré positionnement des vivres est en cours de finalisation.

Outre les distributions de semences aux victimes de la crise de 2009, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a fourni un appui à plusieurs ménages pour les cultures de contre-saison 2010-2011. Dans le Sahel ouest, un programme de la FAO, financé par l'Office d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), a soutenu la production maraichère de 15 000 vulnérables dans les six régions (Kanem, Lac, Guera, Batha, Bahr EL Ghazal et Hajer Lamis). La FAO exécute ce programme en partenariat avec l'Office National du Développement Rural (ONDR), la Société de Développement du Lac Tchad (SODELAC), l'ONG Secours Islamique France, l'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) et l'Association de Développement Rural du Batha (ADRB).

<sup>6</sup> Résultats enquête EFSA PAM mars-avril 2011.

## IV. La réinsertion des Tchadiens retournés

Il n'existe pas de données précises et qualitatives (genre, groupes d'âge, professions exercées en Libye etc....) concernant les retournés ayant rejoint leurs lieux d'origine (villages et centres urbains).

Dans la bande sahélienne, il a été constaté que certains retournés n'ont pas rejoint leurs villages d'origine mais sont plutôt restés dans des centres urbains. Ceci pourrait s'expliquer par les difficultés d'adaptation des jeunes dans les villages. La plupart des jeunes, étant nés ou ayant grandi en Libye, sont prêts à retourner dès que la situation s'améliore. Certains chefs de familles sont restés en Libye dans l'espoir de récupérer leurs biens.

Deux situations sont constatées dans la bande sahélienne pour la prise en charge des retournés.

### La solidarité familiale

Les retournés les plus vulnérables qui sont rentrés de la Libye, dépourvus de tout bien matériel, dépendent de la solidarité familiale et des voisins pour subvenir à des besoins de base tels que la nourriture et l'hébergement. La présence des retournés dans les familles constitue un poids qui pourrait accentuer la vulnérabilité des ménages hôtes dont la survie dépendait pour la plupart des fonds qu'envoyaient ces migrants.

### La vente de biens

Il est à noter que certains retournés avaient des biens (bétail) dans leurs localités d'origine ou ont apporté des produits de la Libye. Pour couvrir certains de leurs besoins ils sont obligés de vendre ces biens. La question à se poser est celle de savoir si ce phénomène peut durer dans le temps étant donné que certains retournés sont revenus au pays depuis bientôt trois mois. Une fois que les revenus tirés de la vente seront épuisés ils dépendront probablement de la solidarité familiale.

Dans l'optique de faciliter la réinsertion des retournés et d'atténuer les effets de leur présence sur les populations locales, il serait opportun de les intégrer dans les programmes d'assistance humanitaire ou d'aide au développement et ceci sur la base de leur niveau de vulnérabilité.

Le problème de la continuité de la scolarité des enfants se pose avec acuité. La plupart des enfants retournés fréquentaient des écoles arabes en Libye. Il y a un besoin de les réintégrer dans le système scolaire national. Dans la bande sahélienne, il existe des écoles arabes mais dont les capacités actuelles sont limitées pour accueillir de nouveaux élèves.

Contacts

Ute Kollies, Chef de Bureau, OCHA Tchad Tél. : (+235) 66 20 15 17, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)  
Katy Thiam, Chargée de l'Information Publique, OCHA Tchad Tél. (+235) 66 20 15 42, [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org)  
Augustin Zusanné, Associé à l'Information Publique, OCHA Tchad Tel. (+235) 63 90 09 13, [zusanne@un.org](mailto:zusanne@un.org)